

**MULTIPLICATION DES EXPULSIONS, NOUVEAU DURCISSEMENT DU CESEDA, MISE EN PLACE DE CATEGORIES DE FRANÇAIS, DECHEANCE DE LA NATIONALITE,
MULTIPLICATION DES LOIS D'EXCEPTION : LA VIOLENCE D'ETAT DOIT CESSER !**

QUE FAIRE ? COMMENT REAGIR ?

**RASSEMBLEMENT-DEBAT, Samedi 9 Octobre, 15h
Place du Capitole**

*Nous proposons de partir d'un principe qui pose que **chaque personne compte et que les droits doivent être pour tous, à égalité.** Dans la situation, cela se donne sous l'affirmation :*

« le Pays c'est nous tous, quels que soient notre origine ou nos papiers ! »

1) Dans quel type de pays nous acceptons de vivre ? Voilà la question qui est aujourd'hui posée ouvertement à chacun. Il est évident que le gouvernement mène une politique de persécution des étrangers, de haine des pauvres, de discrimination et de ségrégation, mise en place par des lois d'exception, dont la première, celle dont chaque changement amorce un tour de vis supplémentaire, est le CESEDA. Mais cette politique-là ne tombe pas du ciel, elle n'est pas le seul fait d'un groupe d'individus malfaisants (Sarkozy et son parti). Elle est le produit de 30 ans de politiques droite/gauche qui peu à peu ont permis aux lois et mesures actuelles d'advenir, 30 de silence ou de complicité de bon nombre de gens avec cette politique.

C'est l'acceptation ou le silence autour du CESEDA et de la persécution de milliers d'habitants étrangers qui autorise Sarkozy à faire son discours de Grenoble où il commence à classer les gens de nationalité française en plusieurs catégories. Quand la logique d'Etat est de décider qui est "*méritant*" et qui ne l'est pas, et quand les gens suivent cette logique, on voit bien qu'il n'y a plus de barrières, plus d'interdits : la vie de certains devient insignifiante, ne compte pas, peut-être rayée., aussi bien juridiquement (perte de papiers, de nationalité, de droits...), que physiquement (enfermement, expulsions).

2) La "question des papiers" est au coeur de ce que tous les gouvernements depuis 30 ans mettent patiemment en place : casser le principe d'égalité, instaurer une hiérarchie entre les habitants, pour en arriver à un pays de privilèges plus ou moins élevés pour certains, et à un déni de droits pour ceux jugés "*inutiles*" ou "*en trop*". Les contradictions entre partis portent sur la forme (qui doit avoir droit à quoi ? Qui sont les « méritants » ? qui doit les choisir ?) et non sur le fond. Si on prend par exemple la question du travail, on voit bien que le débat ne porte pas sur le principe « **quiconque travaille ou a travaillé doit avoir les droits de son travail** », valable pour tout le monde dans le pays, mais sur le choix de quel ouvrier régulariser ou pas.

3) Si on veut être d'une quelconque efficacité dans la situation, il faut rompre avec cette façon de penser et de faire la politique, où on n'a pas d'autre rôle que celui de pion ou de marchepied pour les politiciens. Il est clair qu'aujourd'hui les différents partis qui veulent le pouvoir d'Etat se transforment et que le paysage étatique (partis, syndicats, associations...) ne sera plus le même d'ici quelques mois. Le débat qui s'ouvre entre ceux qui seraient les défenseurs de la République (Vilepin, Royal, Aubry...) et ceux qui ne seraient pas « républicains » (Sarkozy, Hortefeux, LePen...) n'est là que pour masquer l'essentiel : la violence d'Etat (police, justice...) contre les plus faibles n'est possible que parce que les lois d'exception le permettent ; et les lois d'exception sont rendues possibles par le silence général : certes, il y a des protestations, mais on entend très peu d'affirmations du côté des gens. Or tenir ce type d'affirmation est le seul chemin pour ouvrir d'autres possibles, pour construire une force indépendante (on décide nous-mêmes) et à distance de l'Etat (on ne cherche pas les places, on réfléchit à partir du réel, de la vie des gens, et non à partir de la propagande étatique).

4) Le changement ne peut venir que des gens eux-mêmes. ***Nous proposons à tout un chacun de participer à la constitution d'une force indépendante, non liée à l'Etat, ses partis et syndicats.***

Il faut partir de soi, **oser s'engager sur des principes pour tous, travailler comme nous le faisons, à mettre en place les conditions pour que tous les gens qui vivent ici, soient pris en compte comme des gens d'ici ; pour que chaque habitant compte pour un, à égalité ; pour gagner l'abrogation de la loi CESEDA et la régularisation des ouvriers, des étudiants, des familles... qui vivent ici.**

***Le Rassemblement des ouvriers sans-papiers, gens d'ici, et leurs amis
Les Collectifs pour une politique de paix et d'amitié entre les habitants du pays***